



L'association des anciens élèves et diplômés de l'École polytechnique soutient fortement l'École dans ses démarches pour une école ouverte et diverse.

L'AX adhère pleinement au fait que le président Eric Labaye en a fait un de ses quelques défis majeurs.

L'AX se réjouit des progrès observés sur la diversité de genre, même si on est encore loin de la parité.

Pour la diversité sociale, un indicateur peut être le nombre d'élèves boursiers dans le cycle polytechnicien.

Il est d'environ 25 % dans les inscrits au concours, ce qui est satisfaisant.

Par contre, il tombe à 12 % dans les admis, ce qui pose question.

L'AX considère qu'il est de l'intérêt collectif, de l'intérêt de l'École et de l'intérêt de la communauté polytechnicienne d'avoir un meilleur taux de réussite.

Le président de l'École polytechnique a reçu une lettre de mission de la ministre de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation, conjointement avec la ministre des armées, sur le sujet de l'ouverture sociale à l'École, et, dans ce cadre, les anciens élèves peuvent apporter une contribution, en appui de l'École.

La réflexion de l'AX, à la fois d'un groupe de membres particulièrement intéressés, et d'un groupe de membres du conseil d'administration conduit aux points qui suivent :

- 1) Le faible pourcentage de boursiers reçu n'est ni un effet de manque de candidats, ni un effet de sélection par les épreuves culturelles ou d'oral, mais principalement une réussite beaucoup plus faible aux épreuves écrites et anonymes de mathématiques et physique.
- 2) L'analyse met évidence le fait que cette situation résulte de différences dans la préparation du concours. Les boursiers sont moins mobiles nationalement pour rejoindre les classes préparatoires qui préparent le mieux au concours X-ENS. Trop de boursiers à fort potentiel sont dans un environnement qui va moins bien les préparer et les inciter à réussir le concours X-ENS
- 3) Il y a consensus sur des points intangibles : plus d'ouverture ne doit pas se faire au détriment de l'excellence, et il ne serait de l'intérêt de personne, en particulier des jeunes admis, d'accepter des élèves qui n'auraient pas le niveau pour suivre les cours de l'École
- 4) La situation actuelle est le résultat d'un processus qui dépasse largement l'École polytechnique qui arrive au bout d'une chaîne éducative. Une grande partie des défauts seraient à corriger en amont.
- 5) Des actions sont possibles. Celles qui entraîneront les changements les plus forts ne peuvent se faire que dans la durée.

Pistes d'action

- « **Compenser l'effet lycée** ». Il y a des différences entre certains lycées qui anticipent le passage dans l'enseignement supérieur, et d'autres. Pour les jeunes, il y a un écart de connaissances, au moment du bac. Ceci pourrait être équilibré par **un accompagnement spécifique des jeunes les plus brillants** pendant leur lycée (stages, tutorat, accompagnement,...) pour mieux les préparer à réussir dans les meilleures classes préparatoires. Une telle action relève, en premier lieu, de l'Education Nationale. Elle devrait être **décidée, et portée par le ministère** pour lui donner la légitimité nécessaire à la bonne prise en compte par les lycées. **L'implication des professeurs est un facteur clé de succès. Des associations peuvent contribuer** à ce projet, et plusieurs de ces associations sont liées à la communauté polytechnicienne. **L'AX pourrait y participer.**
- « **Assurer l'accès aux meilleures classes préparatoires** ». Les données montrent une concentration des meilleures classes préparatoires et un accès socialement inégal à ces classes. En réponse à ce biais, on pourrait imaginer un effet **de bourses exceptionnelles sur critère social et d'excellence** et donner aux meilleurs lycées les moyens d'internats capables d'accueillir dans de bonnes conditions (comme le fait Ginette). Il faudrait aussi **étudier l'impact qu'aurait une décision de relocalisation en province** (affectations en classes préparatoires par académie ?).

Ces deux axes de mesures ne sont pas de la responsabilité de l'Ecole, ni à son échelle.

Au-delà, de ces actions d'ampleur nationale, trois actions identifiées sont possibles au niveau de l'Ecole elle-même.

- « **Elargir le vivier de recrutement** ». Les élèves admis par la filière universitaire sont de même niveau d'excellence que ceux admis par la voie des classes préparatoires, et leur réussite équivalente, à l'Ecole, pour le classement de sortie, en atteste. Pour autant, on voit que nombre de très bonnes universités (par exemple Strasbourg) ne fournissent aucun candidat(e) au concours d'entrée. **Une augmentation progressive à 50 places universitaires accompagnée d'une démarche très active de communication** pourrait permettre une amélioration.
- « **Elargir le concours** ». Dès lors qu'il est établi que réussir le concours suppose de l'avoir spécifiquement préparé, et que, dans beaucoup de classes préparatoires, on ne prépare plus au concours de polytechnique, une option pourrait être de rendre le concours – ou au moins son écrit- plus attractif en lui donnant une base plus large et des débouchés plus nombreux, de telle sorte qu'il devienne « incontournable ». **La façon de mettre en œuvre cette idée mérite d'être étudiée.**
- « **Etudier des options pour donner plus de temps de préparation aux moins favorisés initialement** ». L'expérience prouve que les élèves issus des milieux les moins favorisés, ont, en moyenne, besoin d'un peu plus de temps pour atteindre le même niveau. Pour tenir compte de cette réalité, **on pourrait réexaminer la pertinence du système des points 3/2, 5/2**. On peut aussi étudier l'intérêt d'une voie spécifique, peut être, en cadre universitaire.